

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/807/17/Rev.2
17 avril 2002

(02-2119)

**Groupe de travail de l'accession de
l'ex-République yougoslave de Macédoine**

Original: anglais

ACCESSION DE L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Communication de l'ex-République yougoslave de Macédoine

Programme des activités législatives

Révision

Le gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a communiqué le Programme révisé des activités législatives suivant.

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
Politique économique, monétaire et fiscale	<p>Nouveau Loi sur les opérations de change</p> <p>Libéralisation des opérations en capital, simplification des procédures d'enregistrement des investissements étrangers et transfert de capitaux sans contrainte.</p>	<p>Ministère des finances Banque nationale de la République de Macédoine</p>	<p>Adopté par le Parlement en avril 2001 et modifié par la suite en juin 2001.</p> <p>Texte original et modifications publiés au Journal officiel n° 34/01 et 49/01, respectivement.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>
	<p>Nouveau Loi sur les opérations de paiement</p> <p>Réforme du régime national des paiements destinée à autoriser les banques commerciales à effectuer des transferts de fonds directs pour toutes les personnes morales (à l'heure actuelle, de tels transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'un bureau spécifique).</p>	<p>Ministère des finances</p>	<p>Adopté par le Parlement en avril 2001 et modifié par la suite en juin 2001.</p> <p>Texte original et modifications publiés au Journal officiel n° 32/01 et 50/01, respectivement.</p>
	<p>Modification Loi sur les droits d'accise</p> <p>Égalisation des droits d'accise frappant les produits du tabac, nationaux et importés.</p>	<p>Ministère des finances</p>	<p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p>
Propriété foncière et crédit-bail; contrats	<p>Nouveau Loi sur les terrains constructibles</p> <p>Contrats de bail foncier à long terme (99 ans) pour la construction d'immeubles par les étrangers.</p>	<p>Ministère des transports et des communications</p>	<p>Adopté par le Parlement en juillet 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 53/01.</p>
	<p>Nouveau Loi sur la propriété</p> <p>Établissement d'un système moderne des droits de propriété.</p>	<p>Ministère de la justice</p>	<p>Adopté par le Parlement en février 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 18/01.</p>
	<p>Nouveau Loi sur les obligations</p> <p>Établissement d'un système moderne de contrats.</p>	<p>Ministère de la justice</p>	<p>Adopté par le Parlement en février 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 18/01.</p>

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
Conditions d'enregistrement	<p>Modification Loi sur les sociétés commerciales (Journal officiel n° 28/96, 7/97, 21/98, 37/98, 63/98, 39/99, 81/99, 37/00)</p> <p>Simplification des procédures d'enregistrement des entreprises commerciales.</p>	<p>Ministère de l'économie Ministère de la justice</p>	<p>Adopté par le Parlement en juin 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 50/01.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>
Tarif douanier national	<p>Modification Loi sur le tarif douanier (Journal officiel n° 38/96, 45/97, 54/97, 61/97, 26/98, 15/01)</p> <p>Harmonisation complète du tarif douanier de la Macédoine avec la nomenclature de l'OMD au niveau des positions à six chiffres.</p>	Ministère des finances	<p>Adopté par le Parlement en décembre 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 104/01.</p>
Autres droits et impositions Évaluation en douane Règles d'origine	<p>Modification Loi sur les douanes (Journal officiel n° 21/98, 26/98, 63/98, 25/00)</p> <p>L'article 8 de la modification prévoit l'abolition de la redevance pour service douanier de 1 pour cent à partir du 1^{er} janvier 2002.</p>	Ministère des finances	<p>Adopté par le Parlement en décembre 2000.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 109/00.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>
	<p>Modification Loi sur les douanes (Journal officiel n° 21/98, 26/98, 63/98, 25/00, 109/00)</p> <p>Conformité avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 et l'Accord sur les règles d'origine.</p>	Ministère des finances	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.</p>
	<p>Modification Loi sur les douanes (Journal officiel n° 21/98, 26/98, 63/98, 25/00, 109/00)</p> <p>Réforme du système de contingents tarifaires (article 24a).</p>	Ministère des finances	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.</p>
	<p>Modification Règlement sur l'évaluation en douane (Journal officiel n° 17/00)</p> <p>Conformité avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.</p>	Ministère des finances	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'achèvement pour juin 2002.</p>

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
	<p>Nouveau Règlement régissant le montant des redevances pour les formalités douanières.</p>	<p>Ministère des finances</p>	<p>Approuvé par le gouvernement en décembre 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 102/01.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>
<p>Procédures applicables en matière de licences d'importation</p>	<p>Nouveau Loi sur le commerce</p> <p>Abrogation de la Loi sur le commerce et de la Loi sur le commerce extérieur.</p> <p>Amélioration de la réglementation du commerce national et international.</p> <p>Suppression du droit de 0,1 pour cent pour la promotion des exportations.</p> <p>Réglementation des régimes de mesures antidumping, de mesures de sauvegarde et de mesures compensatoires en conformité avec les règles de l'OMC.</p>	<p>Ministère de l'économie</p>	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.</p>
<p>Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC)</p>	<p>Nouveau Loi sur la normalisation</p> <p>Cette loi établit les principes et les objectifs du système national macédonien de normalisation, le statut de l'organisme national de normalisation, ses responsabilités, ses participants et son financement et elle régleme la préparation, l'adoption et l'application des normes nationales macédoniennes.</p>	<p>Ministère de l'économie Bureau de la normalisation et de la métrologie</p>	<p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p> <p>Projet communiqué au Groupe de travail.</p>
	<p>Nouveau Loi sur la métrologie</p> <p>Réglementation du système de métrologie de la République de Macédoine.</p>	<p>Ministère de l'économie Bureau de la normalisation et de la métrologie</p>	<p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p> <p>Projet communiqué au Groupe de travail.</p>

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
	Nouveau Loi sur l'accréditation Cette loi met en place un service national d'accréditation; elle détermine sa structure, ses pouvoirs et ses obligations ainsi que les domaines d'application spécifiques de la procédure d'accréditation.	Ministère de l'économie Bureau de la normalisation et de la métrologie	Proposition d'adoption en juin 2002. Projet communiqué au Groupe de travail.
	Nouveau Loi sur les exigences techniques des produits et sur l'évaluation de la conformité Exigences techniques auxquelles doivent satisfaire les produits avant d'être mis sur le marché et procédures sur l'évaluation de la conformité des produits.	Ministère de l'économie Bureau de la normalisation et de la métrologie	Proposition d'adoption en juin 2002. Projet communiqué au Groupe de travail.
Accord SPS	Nouveau Loi sur l'innocuité des produits alimentaires Achever l'harmonisation de la législation sur l'innocuité des aliments avec l'Accord SPS (Norme Codex Alimentarius).	Ministère de la santé	Projet déjà existant. Projet communiqué au Groupe de travail pour qu'il formule ses observations.
	Modification Loi sanitaire-vétérinaire (Journal officiel n° 28/98) Harmonisation au niveau international de la législation existante.	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Projet en cours. Proposition d'adoption par le Parlement en juillet 2002.
	Nouveau Réglementations pour la mise en œuvre de la Loi sanitaire-vétérinaire	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Projet en cours. Proposition d'achèvement pour juillet 2002.
	Nouveau Loi sur la protection des végétaux Harmonisation de la législation relative à la protection des végétaux avec la CIPV et les directives de l'Union européenne.	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Proposition d'adoption par le Parlement en 2003.
	Nouveau Réglementations pour la mise en œuvre de la Loi sur la protection des végétaux	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Les réglementations seront élaborées après l'adoption de la Loi sur la protection des végétaux.

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
	<p>Nouveau Loi sur la ratification de la Convention internationale sur la protection des végétaux</p> <p>Ratification de la CIPV.</p>	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Proposition d'adoption par le Parlement en décembre 2002.
Accord sur l'agriculture	<p>Nouveau Loi de soutien à l'agriculture</p> <p>L'objectif de cette loi est de résoudre les questions critiques rencontrées dans le secteur agricole en Macédoine et de soulager la situation des producteurs agricoles macédoniens.</p>	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	Proposition d'adoption par le Parlement en juillet 2002.
	<p>Nouveau Loi sur le fonds agricole</p> <p>Cette loi mettra en place un fonds agricole et présentera les procédures d'acquisition de crédits et son application.</p>	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	<p>Adopté par le Parlement en février 2002.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 11/02.</p> <p>Sera communiqué au Groupe de travail dès que la traduction en anglais sera achevée.</p>
	<p>Nouveau Loi sur l'activité agricole</p> <p>Définition de l'activité agricole, de ceux qui peuvent l'exercer et de quelle manière, conditions d'enregistrement.</p>	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau	<p>Adopté par le Parlement en février 2002.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 11/02.</p> <p>Sera communiqué au Groupe de travail dès que la traduction en anglais sera achevée.</p>
Commerce d'État	<p>Nouveau Loi sur les stocks et les réserves</p>	Ministère de l'économie Ministère des finances	<p>Projet en cours.</p> <p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p>
Zones franches économiques	<p>Modification Loi sur les zones franches économiques</p>	Ministère de l'économie	<p>Adopté par le Parlement en janvier 2002.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 6/02.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce - ADPIC	<p>Modification Loi sur le droit d'auteur et les droits apparentés (Journal officiel n° 47/96, 3/98)</p> <p>Poursuite du travail d'harmonisation de la législation sur le droit d'auteur avec les dispositions internationales.</p>	Ministère de la culture	<p>Projet en cours.</p> <p>Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.</p>
	<p>Nouveau Loi sur la propriété industrielle</p> <p>Modernisation et harmonisation des régimes des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et des appellations d'origine suivant les dispositions internationales. (Remplace les projets de loi suivants: Loi sur les brevets, Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, Loi sur les dessins et modèles industriels et Loi sur les indications géographiques et appellations d'origine.)</p>	Ministère de l'économie Bureau de la protection de la propriété industrielle	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.</p> <p>Projet communiqué au Groupe de travail pour qu'il formule ses observations.</p>
Accord général sur le commerce des services - AGCS	<p>Nouveau Loi sur le barreau</p> <p>Accès pour les services de conseil en ce qui concerne la législation nationale, étrangère et internationale (présence commerciale).</p>	Ministère de la justice	<p>Projet en cours.</p> <p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p>
	<p>Modification Loi sur la comptabilité (Journal officiel n° 42/93, 48/93, 6/95, 3/96, 32/98, 39/99)</p> <p>Introduction des concepts modernes dans les services comptables.</p>	Ministère des finances	<p>Adopté par le Parlement en août 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 70/01.</p>
	<p>Nouveau Loi sur les services postaux</p> <p>Mise en place de nouveaux critères pour les services postaux et les services de courrier. Accès pour les fournisseur étrangers de services de courrier (présence commerciale).</p>	Ministère des transports et des communications	<p>Projet déjà existant.</p> <p>Proposition d'adoption en juin 2002.</p> <p>Traduction en anglais du projet communiquée au Groupe de travail.</p>

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
	<p>Modification Loi sur les télécommunications (Journal officiel n° 33/96, 17/98, 22/98, 28/00)</p> <p>Ces modifications présenteront les ajustements nécessaires suite à la privatisation des opérateurs actuels.</p>	Ministère des transports et des communications	<p>Projet en cours.</p> <p>Date de promulgation non déterminée.</p>
	<p>Modification Loi sur la radiodiffusion (Journal officiel n° 20/97)</p> <p>Harmonisation de la législation existante avec les dispositions de l'Union européenne.</p>	Ministère des transports et des communications	<p>Phase de planification.</p> <p>Date de promulgation non déterminée.</p>
	<p>Modification Loi sur les assurances (Journal officiel n° 49/97, 79/99)</p> <p>Libéralisation étendue dans le secteur des assurances.</p>	Ministère des finances	<p>Adopté par le Parlement en février 2001.</p> <p>Publié au Journal officiel n° 13/01.</p> <p>Traduction en anglais communiquée au Groupe de travail.</p>
	<p>Nouveau Loi sur la supervision de l'assurance</p>	Ministère des finances	Projet communiqué au Groupe de travail pour qu'il formule ses observations.
	<p>Nouveau Loi sur la protection de la santé</p> <p>Nouvelle approche concernant la réglementation du secteur de la santé.</p>	Ministère de la santé	<p>Projet en cours.</p> <p>Date de promulgation non déterminée.</p>
	<p>Modification Loi sur les transports routiers (Journal officiel n° 63/95, 15/97, 29/98, 7/99, 34/00)</p> <p>Harmonisation de la législation avec les pays européens.</p>	Ministère des transports et des communications	Traduction en anglais du projet communiquée au Groupe de travail.
	<p>Modification Loi sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme</p> <p>Accès pour les fournisseurs étrangers de services d'architecture, d'ingénierie et d'ingénierie intégrée (présence commerciale).</p>	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.

Objet	Textes législatifs	Organisme responsable	Situation
	Modification Loi sur l'environnement Accès pour les fournisseurs étrangers de services relatifs à l'environnement (présence commerciale).	Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire	Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.
	Modification Loi sur le mouvement et le lieu de résidence des étrangers Prorogation portant à trois ans la durée du séjour temporaire des employés transférés à l'intérieur d'un groupe, plus deux années supplémentaires.	Ministère des affaires intérieures	Proposition d'adoption par le Parlement en juin 2002.
